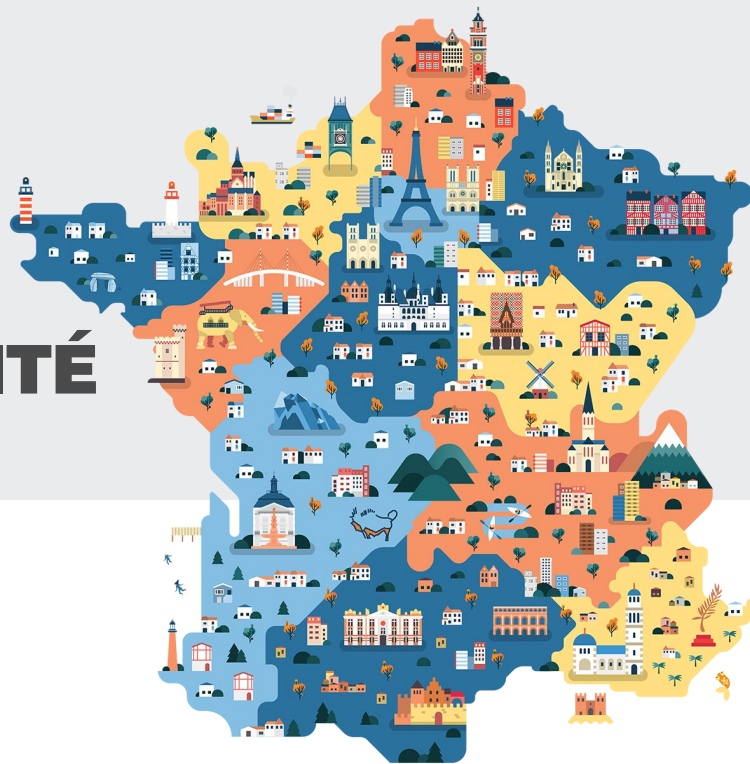


Le Baromètre des Territoires

FRANCE DÉSEMPARÉE EN QUÊTE DE TRANQUILLITÉ



JANVIER 2025

ELABE

SNCF
GROUPE

M INSTITUT
Montaigne

#BaromètreDesTerritoires

POURQUOI LE **BAROMÈTRE DES TERRITOIRES** ?

Elabe publie la 3ème édition du **Baromètre des Territoires**, en partenariat avec **l'Institut Montaigne et SNCF**. Réalisée auprès de **10 000 personnes dans les 12 régions métropolitaines**, cette étude part du quotidien des femmes et des hommes qui vivent en France, pour mieux comprendre ce qui construit leurs opinions, motive leur vote ou leur abstention, produit colère, espoir, joie, partage, repli ou lassitude.

Le Baromètre des Territoires **explore sans tabou ni a priori tous les aspects de la vie quotidienne** : pouvoir d'achat, santé, sécurité, événements climatiques extrêmes, logement, éducation, travail, mobilité, rapport à l'information et à leurs élus, leurs voisins, à l'« étranger », tracas et peurs existentielles, petites aspirations et grands rêves, ...

Après « **La France en morceaux** » pendant les « gilets jaunes » (1er semestre 2019), et « **Une France convalescente, une France du proche** » en sortie de Covid (2nd semestre 2021), cette 3ème édition s'attache à comprendre **comment les Français et les territoires dans lesquels ils vivent s'adaptent à l'empilement des crises sociale, écologique et politique**. Perte de repères, nouveaux risques, nouveaux interdits, nouvelles opportunités, à quel horizon les Français aspirent-ils ?

« *J'espère que mes réponses serviront, car j'ai le sentiment que les citoyens français ne sont jamais entendus* »

10 000 répondants, 10 000 récits de vie, qui reflètent la diversité de la France

- Hommes et femmes
- De tous les âges
- Cadres, professions intermédiaires, ouvriers, employés, étudiants, retraités, inactifs
- De tous les niveaux de vie
- De tous niveaux de diplôme
- De toutes les sensibilités politiques (y compris abstentionnistes)
- Dans le rural, le péri-urbain et les grandes agglomérations
- Dans toutes les régions de France métropolitaine (hors Corse)
- Dans tous les départements
- Dans toutes les circonscriptions métropolitaines (hors Corse)
- Dans les communes du littoral, de montagne, dans les zones exposées aux risques climatiques
- Dans les déserts médicaux et dans les zones mieux dotées
- Dans les communes connectées au TGV et celles éloignées
- Dans les zones dynamiques, celles en cours de revitalisation et dans la diagonale du vide
- Dans les zones QPV et non-QPV

Interrogés par internet, du 9 octobre au 5 novembre 2024
800 individus interrogés en région Centre-Val de Loire



① : 1ère région ② : 2ème région ③ : 3ème région

(+8 vs. moy région) : +8 points par rapport à l'ensemble des habitants de la région

CENTRE VAL DE LOIRE



LE BAROMÈTRE
DES TERRITOIRES



ELABE



#BaromètreDesTerritoires



Sommaire

Récit des enseignements régionaux	slides 5 à 27
Spécificités régionales	slides 28 à 29
Synthèse régionale	slides 30 à 37



FRANÇAIS VULNÉRABLES, FRANCE IMPUISSANTE

#BaromètreDesTerritoires




Spectre du déclassement et climat d'insécurité pèsent sur le quotidien en Centre Val de Loire

#BaromètreDesTerritoires | Centre-Val de Loire



52% exposés et vulnérables au risque de devoir **changer de façon de vivre à cause d'une baisse de pouvoir d'achat**

-  46% cadres
- 54% professions intermédiaires
- 63% employés, ouvriers
- 63% au moins un enfant dans le foyer

49% redoutent d'**avoir du mal à boucler leurs fins de mois**

-  36% cadres
- 59% professions intermédiaires
- 62% employés, ouvriers

28% ont des **difficultés à régler leurs dépenses contraintes** (loyer/emprunt, énergie, téléphone, internet, transport)

27% sont **régulièrement à découvert** (le 18 du mois en moyenne)



67% ont été victimes **d'incivilités**

44%  exposés et vulnérables au risque d'**agression physique**

- 53% femmes
- 47% zones QPV
- 44% non-QPV

18% ^{26% grandes agglomérations} Les **trafics de drogues perturbent la tranquillité de mon quartier**

57% des parents ont peur que leurs **enfants** soient **victimes de harcèlement**

56% on vit chacun de notre côté

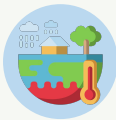
39% on vit les uns contre les autres

5% on est un collectif uni



Dangers climatiques et insécurité sanitaire fragilisent les projets de vie

#BaromètreDesTerritoires | Centre-Val de Loire



50%

exposés et vulnérables aux **conditions de vie de plus en plus rudes à cause du changement climatique**

59% plus modestes 39% plus aisés

38%

L'endroit où je vis est **exposé aux catastrophes naturelles**

44% Loiret

28%

Les paysages changent à cause du dérèglement climatique

67%

L'endroit où je vis n'est **pas prêt pour faire face aux conséquences du changement climatique**

31%

Le changement climatique **menace l'activité économique de ma région**



42%

craignent de **tomber malade à cause des pollutions**

 44% grandes agglos
40% rural

14%

ont le sentiment de **vivre dans un environnement pollué**

21% grandes agglos

37%

exposés et vulnérables à des **problèmes de santé mentale** (stress, dépression, anxiété)



61%

d'avoir des **difficultés à se soigner** par **manque de soignants** (54%) ou pour **raisons financières** (43%)



37%


de **devenir aidant**




Dans une France que l'on aime, mais dont l'identité est perçue comme menacée

#BaromètreDesTerritoires | Centre-Val de Loire

 **79%**
sont **attachés**
à **la France**

 **81%**
grand pays
de **culture**

 **81%**
le **plus beau**
pays du monde

 **57%**
sont **attachés**
à **leur région**
Centre-Val de Loire

 **79%**
Il fait **bon vivre** dans mon quartier,
dans ma commune



80%
estiment **que**
l'identité de la
France est
menacée



93% RN
85% LR
76% ENSEMBLE
45% NFP



Mais devenue un colosse aux pieds d'argile, impuissante à maîtriser son destin

#BaromètreDesTerritoires | Centre-Val de Loire



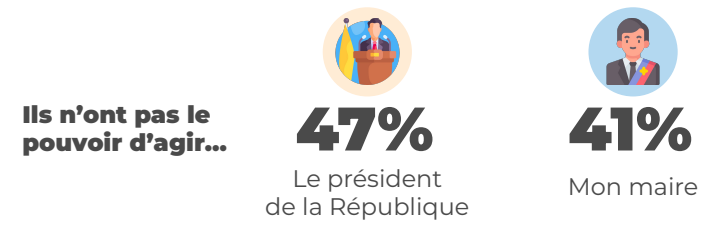
La France est **en déclin**



La société est **injuste**

- 57%** A perdu sa puissance économique
- 59%** C'est difficile d'entreprendre en France
- 46%** Le modèle social est en panne
54% plus modestes
- 59%** ont le sentiment de **davantage contribuer** au système qu'ils n'en bénéficient
- 76%** le système éducatif ne fonctionne plus
- 54%** la voix de la France ne compte pas dans le monde

Des élus qui n'ont plus le pouvoir d'agir pour changer la vie des gens



Des figures d'autorité qu'on juge souvent contestées

"J'observe dans ma vie au quotidien que leur autorité et leur parole ne sont pas toujours voire jamais respectées"



Qui a encore le pouvoir d'agir ?



A person is seen from behind, holding a large, light-colored umbrella with a pattern of small red birds. The scene is set in a sun-dappled forest with green leaves visible at the top. A white horizontal bar is overlaid on the image, containing the text 'S'ADAPTER POUR SE PROTÉGER' and a large white number '2' to its right.

S'ADAPTER POUR SE PROTÉGER

2

#BaromètreDesTerritoires



Non, nous ne sommes pas des “gaulois réfractaires”

79%

des habitants du Centre-Val de Loire sont **prêts aux changements**

“Je vis bien le changement, à partir du moment où c'est moi qui l'ai choisi” (63%)

+

“Le changement me stimule, j'aime ça, je cherche souvent le changement dans ma vie ou je m'y adapte quand il ne vient pas de moi” (16%)



85% 18-34 ans
79% 35-49 ans
74% 50-64 ans
78% 65 ans +



82% urbain
75% rural



85% Bac+5
75% Bac ou moins



89% Cadres
86% Professions intermédiaires
74% Employés et ouvriers



83% LR
81% Ensemble
78% RN
77% NFP



Mais nous sommes inégaux dans la capacité à s'adapter

#BaromètreDesTerritoires | Centre-Val de Loire



51% des plus diplômés VS **30%** des moins diplômés

savent **diagnostiquer leur impact environnemental**



45% des - 35 ans VS **39%** des 50 ans +

récupèrent des paniers anti-gaspi dans les enseignes alimentaires



79% des plus modestes VS **59%** des plus aisés

sont **freinés par manque de moyens financiers** (mobilité, rénovation, etc.)



60% des urbains VS **42%** des ruraux

peuvent **privilégier le train à la voiture** quand ils le souhaitent



“Pouvoir de vivre” : une adaptation contrainte pour “freiner la chute”

#BaromètreDesTerritoires | Centre-Val de Loire



Des renoncements communs



75%

réduisent les dépenses **non essentielles** pour **préserver les achats essentiels**



54% cadres
73% prof. inter
88% employés, ouvriers



78%

attendent les **bons plans** et les **promos** avant d'acheter

81%
74%
81%



58%

réduisent ou **renoncent** à certains **déplacements**

45%
58%
60%



65%

font des économies sur les dépenses du quotidien, pour **continuer de se faire plaisir** (achats, sorties, vacances)

54%
64%
71%

Pour les plus modestes, l'antichambre de la précarité



42%

des plus modestes **restreignent les activités extrascolaires** ou cours de **soutien** de leurs enfants



33%

demandent une **aide financière** à leurs **proches**



28%

ont recours aux **aides alimentaires**



Adaptation climatique : pas un engagement, un besoin de protection

Adapter son mode de vie pour diminuer son impact environnemental...

4 habitants du Centre-Val de Loire sur 10 convaincus qu'ils ont plus à gagner qu'à y perdre

36% autant

19% plus à perdre

29%

Une **évidence, normal**, ça fait désormais partie de ma façon de vivre

55%

Parfois une **contrainte**, parfois des difficultés, mais j'essaie, je pense qu'il **faut prendre ce chemin**

7%

Une **galère**, je n'y arrive pas, ce n'est pas pour moi

9%

Ce n'est **pas mon problème**, je ne me sens pas concerné, ne me pose pas la question

82%

estiment **avoir changé ou être en train de changer tout ce qui peut l'être** dans tous les aspects de leur vie (déplacement, logement, alimentation, loisirs)



74% 18-24 ans
81% 65 ans +

87% Cadres
85% Professions intermédiaires
75% Employés et ouvriers

89% NFP
93% Ensemble
86% LR
79% RN



Mais une adaptation empêchée, entravée

#BaromètreDesTerritoires | Centre-Val de Loire

Une adaptation à l'aveugle, sans mode d'emploi, sans moyens



62% ne savent **pas diagnostiquer leur impact** (habitudes et aspects de sa vie qui émettent le plus de CO2)

61% il est **trop compliqué** de savoir « **ce qu'il faut faire** » (informations contradictoires, complexes, pas claires)

66% il n'y a parfois **aucune solution**

69% freinés par **manque de moyens financiers** (mobilité, rénovation, etc.)

Dans un territoire qui lui-même ne s'adapte pas

Les services publics de **l'eau et l'énergie** pour **consommer moins** ou **émettre moins de GES**



Les villes au **risque de canicule**



Les zones constructibles au **risque de CATNAT**



La **mobilité** (offre de transport en commun, pistes cyclables, ferroviaire, lien entre territoires)



Les élus locaux...

prennent les bonnes décisions

20%

20%

21%

27%

ne font pas grand-chose ou rien du tout

34%

34%

29%

31%

font des erreurs, certaines des décisions augmentent les risques

13%

14%

15%

16%

Je ne sais pas vraiment ce qu'ils font

33%

31%

35%

26%



Terreau de colère, d'injustices sociales et territoriales

#BaromètreDesTerritoires | Centre-Val de Loire

37% c'est injuste

quand on a envie de tenir compte de son impact sur l'environnement, on devrait pouvoir le faire, on ne devrait pas être empêché à cause de ses moyens financiers ou de l'endroit où l'on vit



- 40% communes rurales
- 41% grandes agglos
- 55% plus modestes
- 40% plus aisés

22% ça me met en colère

qu'on me demande de changer ma façon de vivre sans me donner les moyens de le faire



- 21% communes rurales
- 24% grandes agglos
- 27% plus modestes
- 18% plus aisés



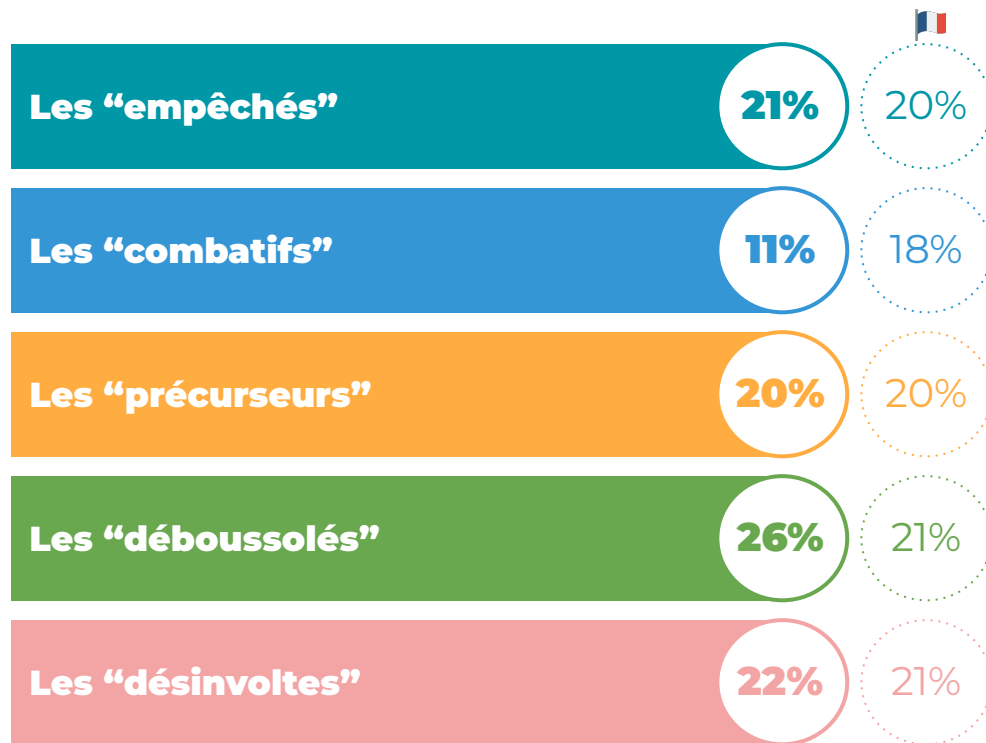
Typologie - 5 trajectoires d'adaptation

#BaromètreDesTerritoires | Centre-Val de Loire

Pour se protéger des crises, chacun prend le chemin qu'il estime être le bon pour s'adapter.

Avec ses moyens, ses croyances, chacun essaye et trouve (ou pas) la manière qui lui convient, ou plutôt la seule qui est envisageable parfois.

Des 800 récits d'adaptation en Centre-Val de Loire, il en ressort 5 grands schémas.



Les "empêchés"

21%



66% (+14 vs. moy région) sont des

Femmes

61% (+21) doivent

**se restreindre
voire emprunter**

pour boucler leurs fins de mois

45% (+7) ont voté pour

Le RN

aux Législatives 2024

65% (+8) vivent en

Zone rurale

Face à l'envolée des prix, changer drastiquement sa consommation pour "éviter la chute"



78% (+50)

achètent des
quantités réduites

depuis le début de
l'inflation



65% (+42)

attendent les **bons
plans** et les **promos**
avant d'acheter



85% (+52)

renoncent à certains
produits trop chers



54% (+34)

choisissent
la 2^{de} main
plutôt que le neuf



33% (+18)

recupèrent des
paniers anti-gaspi

Adapter son mode de vie pour réduire son empreinte environnementale

74% (+8)

C'est **compliqué**, ce sont des
contraintes mais je suis
convaincu qu'**il faut que
j'adapte mon mode de vie**

81% (+2) achètent des produits alimentaires en **circuit court**

65% (+10) achètent des **équipements reconditionnés**

89% (+5) **réparent leurs équipements** au lieu de les jeter

83% (+13) font attention à leur **consommation de viande**

Mais une adaptation empêchée, entravée

85% (+16) freinés par **manque de moyens financiers**

70% (+4) absence de solutions alternatives

73% (+12) **compliqué de savoir ce qu'il faut faire**



41% (+4)

c'est **injuste**



31% (+9)

ça me met
en **colère**

Les "combatifs"

11%



36% (+17 vs. moy région) ont

Moins de 35 ans

58% (+24) ont des

Enfants dans le foyer

60% (+19) n'ont pas voté aux

Législatives 2024

Le "pouvoir de vivre", une préoccupation de tous les instants



80% (+15)
achètent des
quantités réduites



91% (+13)
attendent les bons
plans et les promos
avant d'acheter



84% (+69)
demandent une
aide financière à
leurs proches



77% (+65)
ont recours aux
aides alimentaires



80% (+50)
réduisent ou
suppriment les
activités
extra-scolaires de
leurs enfants

Quelles que soient les motivations, adopter de nouvelles manières de consommer

79% (+62) louent ce qui peut l'être au lieu d'acheter

96% (+41) achètent en 2^{de} main

94% (+52) récupèrent des paniers anti-gaspi

88% (+30) vendent les vêtements qu'ils n'utilisent plus

91% (+42) achètent en ressourcerie/recyclerie



87% (+29)
réduisent ou renoncent
à certains trajets

88% (+39)
choisissent le train plutôt que la
voiture quand cela est possible

Mais une adaptation à l'aveugle, sans mode d'emploi

56% (+9)
difficile de savoir par
où commencer

56% (+19)
difficile de comprendre
l'impact réel de ses gestes

66% (+21) sont convaincus qu'ils ont
plus à gagner qu'à y perdre

18% (-1) plus à perdre

16% (-20) autant

Les "précurseurs"

20%



62% (+10 vs. moy région) sont des

Femmes

30% (+7) ont voté pour

Le NFP

aux Législatives 2024

10% (+5) ont entre

18 et 24 ans

**Profil économique
dans la moyenne régionale**

40% doivent se restreindre

59% n'y sont pas contraints
pour boucler leurs fins de mois

Adapter sa consommation, une démarche de longue date



66% (+29)

achètent des
quantités réduites
*avant le début de
l'inflation*



83% (+28)

attendent les **bons
plans** et les **promos**
avant d'acheter



81% (+30)

renoncent à certains
produits trop chers



94% (+15)

achètent des
produits en **circuit
court**



83% (+48)

choisissent
la 2^{de} main
plutôt que le neuf

Un mode de vie en accord avec la prise en compte de son empreinte environnementale

72% (+27)

sont convaincus qu'il y a plus à y
gagner qu'à y perdre

70% (+32)

déclarent savoir **diagnostiquer**
leur empreinte environnementale

74% (+16) réduisent ou renoncent à certains trajets

73% (+24) choisissent le **train** plutôt que la **voiture** quand cela est possible

82% (+12) font attention à leur **consommation de viande**

95% (+11) essaient de **réparer** plutôt que de **jeter**

Mais une adaptation empêchée, entravée

80% (+11) freinés par **manque de moyens financiers**

83% (+17) **absence de solutions alternatives**



43% (+6)

c'est **injuste**

Les “déboussolés”

26%



68% (+11 vs. moy région) ont

Plus de 50 ans

46% (+9) ont un

Niveau de diplôme inférieur au bac

48% (+10) ont voté pour

Le RN

aux Législatives 2024

57% (+9) sont des

Hommes

Profil économique dans la moyenne régionale

37% doivent se restreindre

63% n'y sont pas contraints pour boucler leurs fins de mois

Le “pouvoir de vivre”, préoccupation de longue date



54% (+17)

achètent des quantités réduites

avant le début de l'inflation



78% (+23)

attendent les bons plans et les promos avant d'acheter



76% (+25)

renoncent à certains produits trop chers

Adapter son mode de vie : le chemin convainc mais de nouvelles manières de consommer peu familières

62% (+7)

Parfois une contrainte, parfois des difficultés, mais j'essaie, je pense qu'il faut prendre ce chemin

69% (+24) n'achètent pas en 2^{de} main

94% (+11) ne louent pas plutôt que d'acheter

71% (+13) ne récupèrent pas de paniers anti-gaspi

70% (+19) n'achètent pas en ressourcerie/recyclerie

64% (+19) n'achètent pas en reconditionné

Une adaptation sans mode d'emploi et entravée par de nombreux obstacles

80% (+18) peinent à diagnostiquer leur empreinte environnementale

44% (+7) difficile de comprendre l'impact réel de ses gestes

75% (+14) compliqué de savoir ce qu'il faut faire

54% (+7) difficile de savoir par où commencer

75% (+6) freinés par manque de moyens financiers

53% (+17) sont convaincus qu'ils ont autant à y perdre qu'à y gagner

25% (-20) plus à gagner qu'à y perdre

22% (+3) plus à perdre

Les “désinvoltés”

22%



35% (+12 vs. moy région) ne doivent pas se restreindre et peuvent épargner

58% (+10) sont des Hommes

29% (+8) sont des Cadres ou anciens cadres à la retraite

Une absence d'intérêt à adapter son mode de vie



82% (+47) n'achètent pas des quantités réduites



79% (+54) ne réduisent pas les dépenses non essentielles



84% (+39) ne choisissent pas la 2^{de} main plutôt que le neuf



90% (+48) ne réduisent ou renoncent pas à certains trajets



54% (+24) font peu attention à leur consommation de viande

Entre méconnaissance et doute, un changement de comportements frileux

76% (+14) déclarent ne pas savoir diagnostiquer leur empreinte environnementale

39% (+3) sont convaincus qu'ils ont autant à perdre qu'à y gagner

37% (-8) plus à gagner

24% (+5) plus à perdre

21% (+12) n'ont entamé aucune démarche de changement dans leur foyer et ne comptent pas s'y mettre

Des freins à l'adaptation limités

42% (-27) freinés par manque de moyens financiers

41% (-20) compliqué de savoir ce qu'il faut faire

45% (-21) absence de solutions alternatives



**UN HORIZON EN GRAND ET À BAS BRUIT :
SOLIDARITÉ ET TRANQUILLITÉ**

3

#BaromètreDesTerritoires



Pour nous protéger, protéger notre modèle de solidarité

#BaromètreDesTerritoires | Centre-Val de Loire



RETRAITES

« J'ai envie qu'on garde notre système de solidarité et...

93%

...il y a **des solutions pour le maintenir** »

62%

47% 18-24 ans 69% 65 ans +

76% NFP 68% ENS
58% LR 61% RN 51% ABS

...il n'y a **plus les moyens en France pour le faire** »

31%

53% 18-24 ans 25% 65 ans +

23% NFP 30% ENS
38% LR 29% RN 39% ABS

« La **solidarité n'est pas souhaitable**, chacun doit financer sa propre protection »

7%



SANTÉ

94%

63%

58% plus modestes 63% plus aisés

78% NFP 70% ENS
61% LR 59% RN 54% ABS

31%

30% plus modestes 33% plus aisés

21% NFP 25% ENS
39% LR 33% RN 37% ABS

6%



DÉPENDANCE

91%

59%

47% 18-24 ans 62% 65 ans +

76% NFP 73% ENS
63% LR 56% RN 48% ABS

32%

53% 18-24 ans 28% 65 ans +

23% NFP 25% ENS
28% LR 33% RN 40% ABS

7%



PERTE D'EMPLOI

89%

48%

59% NFP 49% ENS
35% LR 40% RN 49% ABS

41%

38% NFP 44% ENS
54% LR 45% RN 39% ABS

10%



GRANDE PAUVRETÉ

82%

36%

55% NFP 43% ENS
16% LR 28% RN 31% ABS

46%

39% NFP 45% ENS
64% LR 48% RN 46% ABS

17%



Pour nous protéger, protéger notre modèle de solidarité

#BaromètreDesTerritoires | Centre-Val de Loire



CATASTROPHES NATURELLES

« J'ai envie qu'on garde
notre système de solidarité et... »

92%

...il y a **des solutions**
pour le maintenir »

53%

53% communes PPRN 53% non-PPRN

58% NFP 60% ENS
42% LR 46% RN 55% ABS

...il n'y a **plus les moyens en**
France pour le faire »

39%

40% PPRN 37% non-PPRN

38% NFP 37% ENS
55% LR 44% RN 34% ABS

« La **solidarité n'est pas**
souhaitable, chacun doit
financer sa propre protection »

7%



LES TRAVAUX D'ADAPTATION DES LOGEMENTS ET DES INFRASTRUCTURES FACE AUX CONSÉQUENCES DU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE

91%

47%

47% communes PPRN 48% non-PPRN

60% NFP 57% ENS
23% LR 38% RN 44% ABS

44%

45% PPRN 42% non-PPRN

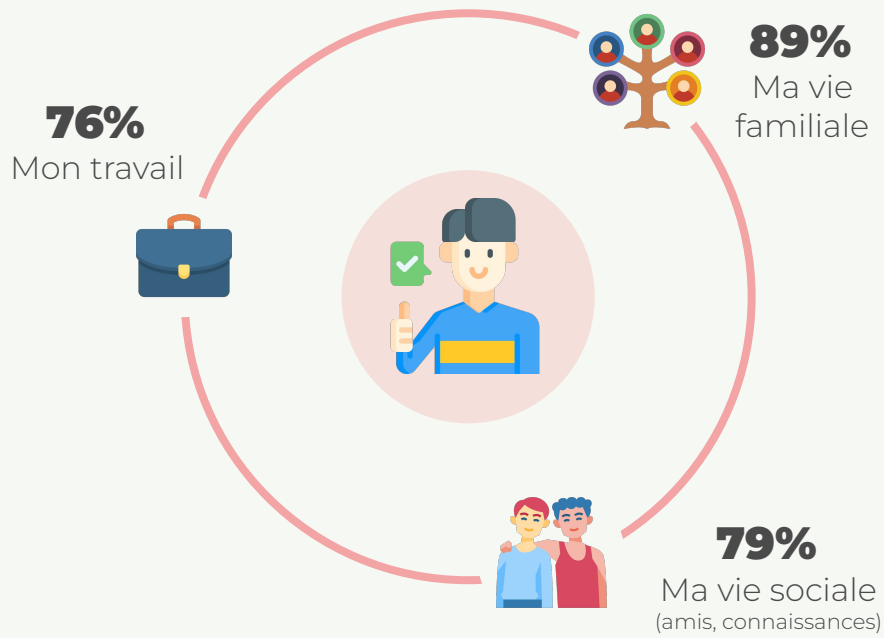
36% NFP 39% ENS
73% LR 49% RN 45% ABS

9%



A la recherche d'un nouvel équilibre

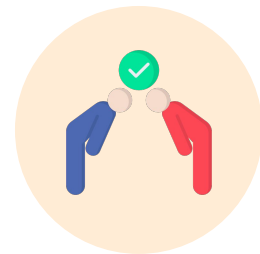
"Ce qui compte pour **être bien dans ma vie...**"



"Ce qui manque le plus pour **bien vivre dans le pays...**"



39%
La sécurité



35%
Le respect



Ancrage, stabilité, repères et simplicité pour vivre bien

94%

Savoir se **contenter des petits bonheurs** simples du quotidien

6%

Posséder des choses qui se voient, à la mode

86%

Avoir des **amis très proches** sur qui compter

14%

Avoir beaucoup de monde dans mon cercle de connaissances

81%

Etre en **CDI**

19%

Avoir un contrat à durée déterminée ou des missions

89%

Faire simplement le **métier qui me plaît**

11%

Faire une grande carrière, avoir une fonction avec des responsabilités

78%

Avoir une **vie calme, sereine**, en prenant son temps

22%

Vivre à mille l'heure, faire toujours plein de choses, relever des défis

72%

Gagner **moins d'argent et avoir plus de temps libre**

28%

Gagner plus d'argent et avoir moins de temps libre

76%

Dépenser juste le nécessaire, **épargner le plus possible** si j'ai les moyens de mettre de l'argent de côté

24%

Me faire plaisir avant tout, dépenser ce que j'ai sans trop penser au lendemain

78%

Vivre tranquillement en faisant **des projets de moyen et long terme**

22%

Vivre à fond en profitant de chaque seconde





SPÉCIFICITÉS RÉGIONALES

#BaromètreDesTerritoires



Centre-Val-de-Loire



63% 2 +9 pts vs reste de la France

Lorsque **les commerces de proximité ferment**, ils mettent **beaucoup de temps avant de ré-ouvrir** ou ne **ré-ouvrent jamais**

56% 1 +12 pts

C'est un lieu où **les services publics disparaissent** (hôpitaux, médecins, écoles, bureaux de poste, France Travail, services sociaux, etc.)



54% 1 +9 pts

Mon quartier n'est **pas dynamique**, il ne s'y passe rien

53% 1 +12 pts

Là où je vis, il n'y a **pas grand chose à faire** pour les jeunes et ils s'ennuient



54% 1 +9 pts

Je me sens exposé et **vulnérable** au risque d'avoir des **difficultés à me soigner** en cas de maladie par manque de soignants



31% 2 +5 pts

J'ai déjà eu des **dégâts sur mon habitation** à cause de **catastrophes naturelles**



85% 2 +12 pts

L'endroit où je vis **n'est pas pollué**

71% 2 +9 pts

Les **paysages**, la **biodiversité** **ne changent pas**



Synthèse Centre-Val de Loire



Des habitants vulnérables, la France et les collectivités impuissantes

Des Français en insécurité(s)...

Il y a 5 ans, le SARS-CoV-2 était détecté pour la première fois à Wuhan. C'était le début d'une crise sanitaire jusqu'alors inimaginable. Et le **début d'une nouvelle ère : celle de la polycrise**. Crise sanitaire, inflation, crise géopolitique, crise climatique, crise politique, crise budgétaire et bientôt économique, et sentiment d'insécurité galopante s'empilent désormais

Derrière ces mots, égrenés à l'envi dans les tous les media et la parole des responsables politiques, experts et commentateurs de la vie publique, ce sont 68 millions de quotidiens perturbés, voire bouleversés, dont ceux de 2,6 millions de résidents de la région du Centre-Val de Loire.

Jamais les habitants du Centre-Val de Loire n'avaient été confronté à une telle accumulation de chocs et de transitions.

L'accumulation de ces chocs produit un **effacement inédit des fractures socio-économiques et territoriales historiques** comme clés de lecture, de diagnostic et de recherche de solutions dans notre pays. : la peur de l'agression a dépassé les frontières des quartiers dits « sensibles », la crainte de ne pas pouvoir se soigner a contaminé les grands centres urbains, l'expérience du « renoncement » au supermarché a atteint le portefeuille des cadres, la crainte de voir sa maison endommagée par une catastrophe naturelle a gagné tout le pays et toutes les bourses.

Désormais, **l'insécurité est collective, et se conjugue au pluriel :**

- **insécurité économique et sociale** : 62% des employés et ouvriers craignent d'avoir du mal à boucler leurs fins de mois, 59% des professions intermédiaires et 36% des cadres.
- **insécurité physique et climat de tension qui alimente la crainte de l'autre** : 44% ont peur d'être victime d'une agression physique (47% en zone QPV, 44% en zone non-QPV) ; le spectre du danger est alimenté par une difficulté à "vivre ensemble" : 56% constatent que l'on vit chacun de notre côté, 39% les uns contre les autres. En Centre-Val de Loire, une partie des habitants associent ce climat de tensions à une présence qui serait trop importante d'immigrés là où ils vivent (27%), à des communautés qui forment des groupes très fermés (21%) et au trafic de drogues dans leur quartier (18%).
- **insécurité climatique** : 50% redoutent des conditions de vie de plus en plus rudes à cause du changement climatique. Cette fois, la fracture persiste entre foyers plus aisés (39%) qui ont des habitats plus adaptés aux fortes chaleurs et les plus modestes (59%) freinés par le coût de l'adaptation. 38% des habitants considèrent que leur lieu de vie est exposé aux catastrophes naturelles. 31% considèrent même que le changement climatique menace l'activité économique de leur région.
- **insécurité sanitaire** : 42% craignent de tomber malade à cause des pollutions (44% dans les grandes agglomérations, 40% dans le rural), 61% redoutent d'avoir des difficultés à se soigner par manque de soignants (54%) ou pour raisons financières (43%).



Des habitants vulnérables, la France et les collectivités impuissantes

... dans une France impuissante, colosse aux pieds d'argile

Toutes les générations ont appris et hérités de leurs aînés la fierté de l'**exception française** : un modèle social unique, une école de l'égalité des chances, l'ascenseur social, un art de vivre que le monde nous envie (gastronomie, architecture), des espaces naturels à couper le souffle, une économie traditionnelle mais puissante, une voix respectée dans le concert des nations.

En 2025, l'**attachement à la France est et reste massif** (79%). L'attachement à la région Centre-Val de Loire est plus mesuré (57%). Mais que reste-t-il de la grande et puissante France qui protégeait ?

La France magnifiée par les Jeux Olympiques : un grand pays de culture (81%) et un des plus beaux pays du monde (81%).

Pour le reste, les habitants de la région ont le sentiment de voir s'éloigner des fiertés qu'ils regardent avec nostalgie. 67% dépeignent une France en déclin, une France qui n'a plus les moyens d'être celle qu'elle était, 73% décrivent une France injuste :

- Qui a **perdu sa puissance économique** (57%), dans laquelle il est difficile d'entreprendre (59%)
- Qui **ne tient pas sa promesse sociale** : un modèle social en panne (46%), un modèle de redistribution inefficace (59%) ont l'impression de plus contribuer au système que d'en bénéficier, un système éducatif qui ne fonctionne plus (76%)
- Qui a **perdu son influence sur la scène internationale** (54%)

Symptôme de ce délitement, les élus sont jugés impuissants pour améliorer la vie des gens, et les figures d'autorité ont perdu leur aura :

- Ceux qui « décident » : moins de la moitié des Français estiment que le Président de la République a les moyens de faire changer la vie des gens (41%) ; et de même à l'échelon local pour le maire (46%).
- Ceux qui « régulent » : souvent opposés dans le débat public, le duo police / justice est pourtant réuni autour d'un enjeu commun, le respect de son autorité. Près de 8 habitants sur 10 considèrent que l'autorité des policiers (80%) et des juges (76%) n'est pas toujours voire jamais respectée.

Le diagnostic est clair et rassemble : en dehors de la beauté de la carte postale et la fierté du souvenir, la France ne tient plus ni son rang ni sa promesse. Chacun fait l'expérience, quel que soit son âge, son portefeuille, son lieu de vie, sa position sociale, son vote, d'insécurité croissantes (économique, sociale, écologique, sécuritaire, sanitaire). Dans ce monde post Covid, l'enjeu de chaque foyer est de résister aux chocs, de trouver de nouveaux repères, de « s'acclimater », pour ne pas rester « Lost in transition ». Par contrainte ou par choix, à leur rythme, et avec des solutions à leur portée, par pragmatisme davantage que par idéologie, une majorité de nos concitoyens agit pour s'adapter à ces transitions. Mais là aussi ils se heurtent à des difficultés et des injustices qui les entravent et les freinent.



S'adapter pour se protéger

Non, nous ne sommes pas des “gaulois réfractaires”

Les habitants de la région battent cependant en brèche l'idée qu'ils seraient imperméables au changement : 63% vivent bien le changement à partir du moment où ils ont pu le choisir, et 16% l'apprécient même, le vivent comme un stimulant de la vie.

Qu'on leur colle l'étiquette de « conservateurs de droite » (respectivement 77% et 6% des électeurs LR aux législatives 2024 affirment bien vivre le changement voire l'apprécier), de « progressistes de gauche » (67% et 10% des électeurs NFP), d' électeurs du camp qui a promu la « start up nation » (71% et 10% des électeurs Ensemble) ou de « protestataires » du RN (59% et 19% des électeurs RN), tous sont prêts à opérer des changements dans leur vie.

Pour la plupart, le changement n'est pas un débat idéologique, mais un choix pragmatique. Dans une époque de crises permanentes, s'adapter est un réflexe de survie, une nécessité.

Mais nous sommes inégaux dans la capacité à s'adapter

- Pour pouvoir s'adapter, le préalable est d'identifier ce sur quoi il est utile de s'adapter : **51% des plus diplômés savent diagnostiquer leur impact environnemental, contre 30% des moins diplômés.**
- Ceux qui ont grandi avec les outils numériques et dans une société où la propriété n'est plus l'alpha et l'omega de la réussite sociale, se tournent plus facilement vers les plateformes qui développent une économie de l'usage : **45% des moins de 35 ans récupèrent des paniers anti-gaspi contre 39% des plus de 50 ans.**
- Si le gain économique est parfois un co-bénéfice, voire le levier de certains changements de comportement de la vie quotidienne, l'aspect financier est un obstacle majeur de l'adaptation : **79% des plus modestes sont freinés par manque de moyens financiers (mobilité, rénovation, alimentation, etc.), contre 59% des plus aisés.**
- Le territoire, lorsqu'il est éloigné des grandes infrastructures, notamment de transport, est également une barrière : **60% des habitants des centres urbains de la région peuvent privilégier le train à la voiture quand ils le souhaitent, contre 42% des ruraux.**



S'adapter pour se protéger

“Pouvoir de vivre” : une adaptation contrainte pour “freiner la chute”

La crise inflationniste n'a pas effacé les inégalités de revenus. Les 20% des ménages les plus aisés ont toujours un niveau de vie plus de 4 fois supérieur aux 20% des ménages les plus modestes (Insee, juillet 2024). Pour autant, **tous ou presque, avec une intensité et des « points de départ » différents, ont le sentiment de ne plus vivre comme avant.** Que l'on soit cadre, enseignant ou ouvrier, la plupart des habitants de la région sont contraints de s'adapter, de faire de nouveaux arbitrages pour préserver « ce qui compte » :

- 78% attendent les bons plans et promos avant d'acheter (81% cadres, 74% professions intermédiaires, 81% ouvriers/employés)
- 75% réduisent les dépenses non essentielles pour conserver leur niveau de vie sur les achats essentiels (54%/73%/88%)

Si chacun expérimente son « propre » déclassement, **les habitants les plus modestes, pour la plupart déjà contraints avant même la crise inflationniste de mettre en place des stratégies de « survie », subissent de plein fouet la hausse du coût de la vie.** Pour les individus, couples et familles qui peinent à boucler leurs fins de mois, l'adaptation tourne au système D et au sacrifice :

- restreindre les activités extra-scolaires ou les cours de soutien de leurs enfants (42%)
- demander une aide financière à leurs proches (33%)
- avoir recours aux aides alimentaires (28%)

“Protection climatique” : chronique d'une adaptation empêchée

S'adapter aux conséquences du dérèglement climatique et se protéger des pollutions n'est pas un engagement politique, pas un geste militant pour la planète, pas une idéologie, c'est une réaction réflexe de protection face à une expérience dramatique ou une crainte rationnelle du danger pesant sur sa santé ou sa maison.

- Pour 29% des habitants de la région, tenir compte de l'impact de son mode de vie et de sa consommation sur les ressources naturelles, les pollutions et les émissions de gaz à effet de serre est déjà comme une évidence, totalement intégré à leur façon de vivre.
- Pour 55%, c'est parfois une contrainte, parfois des difficultés mais c'est le chemin qu'ils essaient d'emprunter au quotidien.
- Pour 7%, c'est une “galère”, ils n'y arrivent pas
- 9% ne se sentent pas concernés, ce n'est pas leur problème, ils ne se posent pas la question.



S'adapter pour se protéger

Mais cette adaptation est souvent empêchée, entravée par manque d'informations, de solutions et de moyens financiers :

- L'adaptation climatique est une **adaptation à l'aveugle**, sur les choix à faire et les résultats de l'action : 62% ne savent pas diagnostiquer leur impact : ni combien, ni quels aspects de leur mode de vie émettent le plus de CO2
- C'est également une **adaptation sans mode d'emploi** : 61% se sentent démunis, ne comprenant pas « ce qu'il faut faire » (informations contradictoires, complexes, pas très claires) ; 66% se retrouvent dans des situations où leur démarche de changement se heurte à l'absence de solution (offre de transport par exemple)
- C'est enfin une **adaptation sans moyens financiers** : alors que plus de 3 habitants sur 4 (78%) considèrent qu'avoir la capacité de s'adapter est un des ingrédients du « bien vivre » toutes classes d'âge, classes sociales et préférence politiques confondues, 69% se disent freinés par manque de moyens financiers pour adapter leur mobilité, rénover leur logement, etc.

Le procès en impuissance des élus est sévère. **Les collectivités locales sont pointées du doigt, pour leur insuffisance dans l'accompagnement de ces adaptations.**

- Seul un habitant sur cinq juge que ses élus locaux prennent les bonnes décisions pour les protéger, ainsi que les infrastructures locales, contre les conséquences du dérèglement climatique et des pollutions (20% sur les services publics de l'eau et de l'énergie pour en réduire l'impact environnemental, 21% sur l'adaptation des zones constructibles par rapport au risque de catastrophe naturelle, 20% sur l'adaptation de leur ville aux canicules)
- 29% à 34% ont le sentiment qu'ils ne font rien du tout pour agir
- 13% à 15% qu'ils agissent mais en prenant les mauvaises décisions
- 31% à 35% ignorent si une politique d'adaptation est menée sur ces domaines

Entre le besoin d'adapter son mode de vie pour se protéger et les multiples obstacles sociaux et territoriaux rencontrés, le citoyen se retrouve parfois « coincé », « assigné ». **La frustration qu'il en résulte est le terreau d'une nouvelle colère.**

- 37% de ceux qui se sentent freinés dans leur volonté d'adapter leurs habitudes de vie le décrivent comme une **injustice** d'être empêché à cause de ses moyens financiers ou de l'endroit où l'on vit
- Pour 22%, l'injonction à changer sa façon de vivre sans en donner les moyens provoque de la **colère**
- Pour 14%, cela amène au **découragement**

Qu'elle soit simple ou semée d'embûches, l'adaptation reste un choix gagnant : une majorité considère que le jeu en vaut la chandelle (45% « plus à y gagner qu'à y perdre » / 36% « autant à y gagner qu'à y perdre » / 19% « plus à y perdre qu'à y gagner »).



Typologie : 5 profils d'adaptation à un monde en polycrise

Pour se protéger des crises, chacun prend le chemin qu'il estime être le bon pour s'adapter. Avec ses moyens, ses croyances, chacun essaye et trouve (ou pas) la manière qui lui convient, ou plutôt la seule qui est envisageable parfois.

Des 800 récits d'adaptation en Centre-Val de Loire, il en ressort 5 grands schémas :

- Les **“empêchés”** (21%, +1 par rapport à l'ensemble de la France)
- Les **“combatifs”** (11%, -7)
- Les **“précurseurs”** (20% =)
- Les **“déboussolés”** (26%, +5)
- Les **“désinvoltés”** (22%, +1)

Voir en slides 18 à 22 la composition et les spécificités de chacun des groupes.

Changer sa manière de consommer pour éviter le déclassement, se préparer pour éviter ou réduire les conséquences de la catastrophe qui détruit, revoir ses habitudes ancrées depuis toujours pour préserver ce qui peut l'être pour l'avenir de ses enfants, trouver des alternatives pour protéger sa santé et celle de ses proches des pollutions, etc. En 2025, on ne change plus par quête de progrès, on change pour se protéger et préserver ce que l'on a ».

Certains sont convaincus que nous avons plus à y gagner qu'à y perdre et tentent coûte que coûte de s'adapter, certains essaient de suivre mais sont freinés et en arrivent même à douter du bénéfice réel de ces « efforts », certains sont tellement sous pression économique que les marges de manœuvres sont quasiment réduites à néant et font naître un profond sentiment d'injustice et de colère, certains sont perdus et ne savent pas par où commencer, d'autres ne ressentent pas le besoin de changer leur mode de vie. Si les vulnérabilités et les angoisses nous touchent tous, tout le monde n'adopte pas les mêmes réactions et stratégies pour se protéger, et faire face aux transitions en cours.

Pour autant, une chose rassemble : dans ce monde de crises permanentes, nous avons la même aspiration à la tranquillité.



Un horizon en grand et à bas bruit : le besoin de tranquillité

Pour nous protéger, protéger notre modèle de solidarité

Pour se protéger des insécurités économiques, physiques, sanitaires et climatiques, les Français font massivement le choix de la **solidarité**. Moins de 10% lui préfèrent la responsabilité individuelle.

Pour autant, les doutes sont nombreux sur la capacité financière de la France à le sauvegarder, notamment à l'heure où la dette publique n'a jamais été aussi élevée.

- Pour les retraites : 62% sont convaincus qu'il est possible de trouver des solutions pour le maintenir, 31% ont envie de le conserver mais jugent que la France n'en a plus les moyens
- Pour la santé : 63% pensent pouvoir le conserver, 31% ne voient pas les solutions pour y parvenir
- Pour les catastrophes naturelles : 53% pensent pouvoir le conserver, 39% ne voient pas les solutions pour y parvenir

La recherche de nouveaux équilibres, d'une nouvelle stabilité pour trouver de la sécurité

Non, les habitants de la région ne sont pas devenus paresseux ; non, le travail n'est pas devenu secondaire dans leur vie, et notamment dans celle des jeunes. **Le travail tient toujours une place importante, mais sa centralité est concurrencée par la recherche d'un nouvel équilibre.** On assiste à un rééquilibrage des essentiels pour se sentir bien dans sa vie :

- 89% ont besoin que leur vie familiale prenne une place importante pour se sentir bien dans leur vie
- 79% que la vie sociale (amis, connaissances) ait une place importante
- 76% que le travail tienne une place importante (79% chez les moins de 35 ans actifs, 74% chez le plus de 35 ans actifs)

Dans une société où le risque n'est plus de l'ordre du « possible » mais du « quasi-certain », la tranquillité est devenue l'apanage de quelques-uns, un luxe synonyme de progrès. **Le besoin de sécurisation (économique, sociale, physique, sanitaire, écologique) est crucial et collectif ; la stabilité est essentielle pour tous.** Non pas pour « réussir sa vie », mais simplement pour « être bien dans sa vie », pouvoir écrire son présent et le futur de ses enfants..

- 81% préfèrent la **stabilité du CDI** (plutôt qu'être en CDD ou en mission), notamment 87% chez les moins de 35 ans
- 86% préfèrent la **fiabilité de quelques amis très proches sur qui compter** (plutôt qu'être entouré de beaucoup de monde)
- 78% préfèrent la **sérénité d'une vie calme** (plutôt que vie à mille à l'heure, faire toujours pleins de choses)

Alors que l'âpreté des crises enferme dans la gestion de l'immédiat, le besoin de voir plus loin que demain, d'anticiper est manifeste :

- 76% souhaitent **dépenser juste le nécessaire et épargner le plus possible** s'ils ont les moyens de mettre de l'argent de côté, plutôt que de se faire plaisir avant tout et dépenser sans trop penser au lendemain
- 78% ambitionnent de **vivre tranquillement en faisant des projets de long terme**, plutôt que vivre à fond à chaque instant